

## Protection extérieure qualitative au lieu d'un libre-échange sans limites – pour l'homme, l'animal et l'environnement

*Dr. med. vet. Anita Idel, Mediation und Projektmanagement Agrobiodiversität & Tiergesundheit, Feldatal*

Même dans le large public, hormis les problèmes sociaux et ceux de la protection des animaux, les phénomènes suivants sont de plus en plus perceptibles:

- la perte de biotopes, d'abeilles, de la diversité des insectes, de prairies en fleurs et de haies
- l'augmentation de résistances aux antibiotiques – et ensuite aux antiparasitaires, insecticides, herbicides, pesticides et moyens de désinfection
- l'accroissement global des températures, avec multiplication de phénomènes météorologiques extrêmes
- La pollution des eaux et des sols, avec des résidus problématiques au plan écologique et sanitaire
- La perte de nappes phréatiques – fossiles également – et de fertilité des sols

*Tout ceci n'est pas un accident.* Il ne s'agit pas non plus de dommages collatéraux d'une évolution responsable de quelque autre manière que ce soit, mais bien du système lui-même: *un système agricole et alimentaire malade* - de plus en plus chroniquement et, pour une part, même gravement malade.

Depuis les années 70, ces évolutions sont des conséquences inévitables d'un but: les responsables de l'industrie agricole ainsi que des économistes et politiciens des milieux agricoles voulaient voir le système des dénommés *avantages comparatifs au niveau des coûts* appliqués à l'agriculture également. Selon cette théorie, les entreprises doivent se spécialiser, et chaque marchandise doit être produite là où cela revient le meilleur marché..

*Mais ce qui est bon marché ne l'est qu'apparemment.* Les coûts subséquents inévitables sont externalisés. Ceci vaut pour la protection des animaux, de la nature, de l'environnement, tout comme pour les conditions sociales des personnes travaillant dans les exploitations. Ce qui signifie que les paysans à l'échelle mondiale deviennent toujours plus dépendants de l'industrie chimique, de l'industrie agricole et des denrées alimentaires, qui pour leur part deviennent toujours plus puissantes du fait de leur intégration horizontale et verticale – actuellement via la fusion de Bayer et de Monsanto. Dans l'agriculture aussi, les grandes exploitations profitent, qui peuvent recourir aux économies d'échelle. En ce sens, les excédents portent aujourd'hui le nom de produits d'exportation. La part des fabricants européens sur le marché laitier du Burkina Faso se situe désormais à près de 90%.

Selon la Commission européenne, des subventions étatiques sont utilisées de façon ciblée pour rendre les exploitations "concurrentielles" sur le marché mondial. Chaque année, 55 milliards d'euros de paiements directs sont à disposition de l'agriculture européenne. Selon le "Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung" (ZEW), les 80% des exploitations connaissant le plus faible revenu n'obtiennent que 25% des paiements directs, alors que les 10% enregistrant le revenu le plus élevé en touchent 55%. En même temps, les risques économiques liés aux exploitations augmentent. Au plan européen, près de 20% des fermes agricoles ont disparu dans la période de 2003 à 2010. De façon générale, et en particulier dans le domaine des exploitations laitières, cette tendance s'accroît dorénavant.

Ceci est d'autant plus effrayant que même la FAO ne contre généralement pas le phénomène. S'agissant des produits à base animale et, en particulier de la consommation de viande, elle extrapole la consommation d'aujourd'hui, en y intégrant l'augmentation de la population, pour établir la demande de demain. Elle suggère ainsi un futur besoin et argumente en conséquence en faveur d'une extension des structures industrielles. En lieu et place d'une telle argumentation, il serait de la responsabilité de l'organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture de tout entreprendre au plan de la destruction des ressources pour renverser la tendance et soutenir une production durable.

„Continuer comme par le passé n'est pas une option“

Des conditions-cadres au plan politique pour la globalisation, la spéculation et le capital étranger impliquent une augmentation des risques. Ceci est également valable pour la toujours plus grande spécialisation des exploitations, qui conduit à des effectifs de dizaines de milliers de bovins, de centaines de milliers de porcs et de millions de poules. C'est non seulement le nombre des animaux fournissant les denrées alimentaires qui continue à augmenter dramatiquement au plan mondial, mais aussi, simultanément, l'intensité pour chaque animal à travers l'élevage, la détention et le fourrage.

Par conséquent, l'agriculture et notre consommation ont besoin de ressources dans une mesure qui n'est pas durable et ne saurait l'être. En même temps, le marché anonyme signifie pour les exploitations aussi bien un manque de création de valeur – en effet, nombre d'entre elles doivent abandonner – qu'une faible valeur ajoutée. Sur la durée, ce n'est donc pas seulement l'agriculture qui ne peut se permettre de continuer comme auparavant: *nous devons tous abandonner la pensée à court terme et changer notre façon de voir.*

Au lieu de continuer à jouer sur les oppositions, le système de l'alimentation exige une économie circulaire des aliments, qui se fonde sur des contextes régionaux et naturels. *Tout à fait dans l'esprit des objectifs du développement durable (SDGs), ceci exige du monde politique de créer les conditions-cadres économiques et légales pour*

- *le développement et la mise en œuvre de critères sociaux, écologiques, axés sur le bien-être animal et la santé pour la production régionale*
- *le renoncement à l'orientation vers l'export*
- *la mise sur pied d'une protection extérieure qualitative.*

Même la conclusion du premier rapport de l'ONU sur l'agriculture mondiale (McIntire 2009) affirme que "continuer comme par le passé n'est pas une option". Au lieu de pérenniser le soutien au système agricole malade au moyen de pesticides, médicaments et engrais azotés synthétiques, l'animal, l'homme et l'environnement ont besoin d'une politique (agricole) créant, via la recherche, la formation et la promotion financière, les conditions d'un développement durable. En 2009 également, une étude (Rockstroem) documentait dans quelle mesure les neuf limites planétaires étaient déjà dépassées - en tout premier lieu celle du changement climatique et de la perte de la diversité biologique, suivie de la surcharge de la biosphère par l'azote et le phosphore ainsi que par les modifications de l'utilisation du territoire, sous forme d'imperméabilisation des sols, de déforestation et de labourage des prairies.

### La folie a de la méthode

Mais même plus de 45 ans après "Les limites de la croissance" (Club de Rome 1972) et un quart de siècle après Rio (1992), la maxime de la croissance continue à déployer ses effets destructeurs sur l'homme, l'animal et le paysage. La faim et la malnutrition sont la conséquence des conditions de production épuisant, polluant et détruisant les ressources, et en attendant, on produit toujours davantage. Mais ceci n'est qu'une contradiction apparente – également sous l'angle de la destruction et du gaspillage des denrées alimentaires. Car il ne faut pas davantage de nourriture ou de calories. Ce qui est nécessaire, ce sont des aliments sains, dont la production permette de faire vivre les paysans. Le drame de l'évolution des dernières décennies réside manifestement dans le fait qu'à l'échelle mondiale, la majeure partie des personnes souffrant de la faim sont des petits paysans.

Que ce soit face à l'OMC ou aux dénommés accords bilatéraux de libre-échange comme le TTIP ou le CETA: d'un point de vue global, paysans et organisations de paysans contestataires s'engagent à la tête du mouvement critique luttant contre la globalisation et le libre-échange. Depuis 2017, le CETA fait l'objet d'une application provisoire. En 2018, les accords avec le Mercosur et l'Australie/Nouvelle-Zélande sont au premier plan. Avec Mercosur, les accords de libre-échange obtiennent, en particulier pour les exploitations détenant des animaux et, par conséquent, produisant également de la viande au sein de l'UE, un nouveau standard de qualité. Jamais encore depuis l'interdiction de l'utilisation des hormones pour l'engraissement des animaux, datant du 20 décembre 1985, le danger de standards à la baisse au détriment des exploitations européennes n'a été aussi grand. Certes, depuis octobre 2014 déjà, il existe pour des pays tiers, hormis le taux de viande de bœuf produite sans hormones et en pâturages, un taux accru de viande de bœuf sans hormones produite à partir d'un engraissement intensif. Mais avec Mercosur, la préférence est donnée à la promotion de l'exportation de véhicules automobiles, etc. et, en contrepartie, à des compromis sur les standards des importations agricoles pour compenser les déficits de la balance commerciale.

## Contre l'oubli des enseignements de l'histoire (1)

### - la voie vers l'orientation export de produits à base animale

Depuis les années 70, la recherche, la formation et la promotion en matière agricole se sont orientées de plus en plus vers l'objectif central de la Communauté économique européenne (CEE): celle-ci ne devait plus seulement, au tournant du 21<sup>e</sup> siècle, exporter de la technique (agricole), mais être de surcroît un concurrent actif sur le marché mondial, également avec les dénommés produits transformés, autrement dit avec des produits à base animale. Pour cela, il fallait prioritairement que les sols d'Amérique (du Sud) servent de surfaces de production pour les fourrages de la CEE. En particulier avec l'accord de Blair House, s'est manifesté l'intérêt porté à ce deal par les Konzerns et les pays produisant les fourrages: l'accord contraignait la CEE à limiter très fortement sa propre culture d'oléagineux riches en protéines et de la légumineuse qu'est le soja. (Idel, Reichert 2013) Aujourd'hui, selon l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture FAO, plus de 70% des protéines servant au fourrage dans l'agriculture de l'UE proviennent des importations: tout à fait à l'opposé de ses propres déclarations, l'UE ne nourrit pas le monde avec l'exportation de ses excédents voulus, mais au contraire produit ceux-ci au préjudice d'autres acteurs. En vérité, l'UE est sous perfusion.

Officiellement, et encore jusqu'à la fin des années 80, la politique de la CEE et de la RFA avait pour slogan de vouloir augmenter le taux d'auto-provisionnement avec des produits à base animale. A l'époque, comme aujourd'hui d'ailleurs, il n'était et n'est généralement pas perçu que l'atteinte d'un plein auto-provisionnement n'était précisément, pour le monde politique et l'industrie, qu'un jalon sur le chemin menant au marché mondial. Avec leurs mesures, ils visaient les excédents nécessaires à cet effet: davantage de lait, de viande, d'œufs... Ces excédents continuent à être perçus fréquemment, à tort, comme des dommages collatéraux – tout comme les conséquences pour l'écologie, la protection des animaux et l'économie sociale dans l'agriculture et dans les exploitations artisanales de transformation.

Mais en l'occurrence, on gagne toujours plus avec l'agriculture que *dans* l'agriculture.

Car les Konzerns poussent l'industrialisation tout le long de la chaîne de création de valeur – des champs jusqu'au comptoir et au rayon du magasin. Au niveau des exploitations agricoles, la décision est soit croître soit abandonner. Mais le concept politique sous-jacent est en réalité abandon et croissance: le nombre des exploitations recule dramatiquement – en faveur de l'industrialisation et d'exploitations toujours plus grandes. Ainsi l'entreprise Monfort of Colorado (devenue dans l'intervalle partie de ConAgra Foods) possède trois parcs d'engraissement intensif (feedlots), avec un volume d'investissement de 800 millions de dollars US. Là-bas, environ 500 000 taureaux sont engraisés et sont prêts à l'abattage en trois à quatre mois. Des ordres de grandeur que l'on ne peut concurrencer, et on ne le devrait pas non plus d'ailleurs, au vu des contraintes et dommages qui y sont liés.

Mais au total aussi, les risques d'économie d'entreprise augmentent: la "Berliner Milcheinfuhr-Gesellschaft" (B.M.G.) était le plus grand vendeur de lait en Allemagne. A la surprise totale de tous les autres acteurs du marché, l'entreprise a annoncé son insolvabilité en date du 09.03.2018 et n'a plus pris livraison de lait depuis le 13.03.2018

## Contre l'oubli des enseignements de l'histoire (2)

- croissance ou abandon de l'exploitation, à l'exemple du quota laitier

Dans nul domaine la politique menée par l'Etat et consistant soit à croître ou alors à abandonner n'a entraîné aussi rapidement les excédents souhaités. Le fait que les océans de lait et les montagnes de beurre n'étaient pas un hasard ni ne surprenaient est démontré par les entrepôts et les camions frigorifiques qui étaient toujours prêts avant même que les quantités excédentaires n'apparaissent. Cependant, le plan fut tenu plus vite que prévu, car un marché mondial qui aurait été en mesure de reprendre les excédents n'existait pas encore. C'est pourquoi les producteurs ont pu livrer leurs excédents de lait dans le cadre de l'intervention: il leur a été acheté aux prix du marché, sans le grever des coûts de l'entreposage.

Aussi longtemps qu'il n'a pas été possible d'écouler avec succès ces quantités excédentaires sur le marché mondial, l'intervention de l'Etat/UE fut payé cher en raison des coûts croissants de l'énergie. Le quota laitier a été introduit au début des années 80, mais pas seulement en vertu des coûts élevés de l'intervention. A cela s'est ajouté l'intérêt considérable des laiteries à la croissance des exploitations dans le but de réduire les coûts - et l'abandon inévitable qui en découle pour d'autres exploitations, tout ceci permettant de diminuer fortement la dépense liée à la récolte du lait, sans oublier l'effet des cuves de lait toujours plus grandes ainsi que les intervalles toujours plus longs.

Une fois encore, ce n'était pas là du hasard, mais bien un plan, selon lequel le quota laitier dernièrement réparti au sein de l'UE se situait nettement au-dessus de la propre consommation. Apparu soi-disant pour limiter les excédents, le quota laitier devait avoir des effets à l'intérieur via un sur-approvisionnement du marché: il a été utile au changement structurel par la croissance ou l'abandon, car il favorisait les grandes exploitations. Quiconque augmentait son effectif de vaches et avait construit ou élargi des stabulations recevait des quotas supérieurs par le biais de la réglementation sur les cas de rigueur: une pénalisation crasse des petites exploitations, qui devaient accepter des réductions de quota. Nombre d'entre elles furent contraintes à l'abandon.

Depuis l'introduction du quota laitier dans la CEE, la production laitière mondiale a augmenté, passant de 482 millions à environ 800 millions de tonnes. Les pays connaissant la plus forte production excédentaire sont la Nouvelle-Zélande, les USA, l'Australie ainsi que - en dépit du quota laitier: la France, l'Irlande et l'Allemagne. Depuis lors, la production de lait

en Allemagne a augmenté, de 25,6 millions de litres (1985) 28,6 (1995), 30,3 (2011), 30,6 (2014) à env. 32,8 (2016).<sup>1</sup>

Il nous faut une (r)évolution agricole!

La science et la politique agissent principalement en mode réparation. Pesticides ou antibiotiques, ces deux moyens sont des piliers porteurs du système agricole malade. Ainsi prend-on toujours plus de risques, et nous sommes les champions du monde de la limitation des dommages. Nous occupons des milliers de scientifiques et investissons des millions dans la recherche et la pratique - et nous ne ralentissons pourtant, dans le meilleur des cas, que le développement des risques au lieu de mettre au point ou de promouvoir des approches durables. Dans la nature, il s'agit toujours de circuits, donc la science et la politique doivent penser et agir en systèmes. Quiconque ne fait que prendre en compte des parties d'un ensemble ou poser des questions qui n'illustrent pas correctement la réalité, tire nécessairement de fausses conclusions.

Pourquoi, par exemple, presque toutes les études concluent que les vaches ont de mauvaises capacités de mise en valeur du fourrage? Non pas parce que les études seraient faussées, mais parce que leur approche, soit le but de l'étude, n'est pas approprié. Nous ne mesurons pas ce que la vache peut faire spécialement bien, notamment brouter l'herbe, mais avec quelle efficacité elle produit du lait et de la viande avec un fourrage intensif comme les céréales, le maïs et le soja. Mais le fait que l'omnivore tel que le porc et la poule - mais l'homme aussi - peuvent évidemment le faire bien mieux est déjà connu avant que de telles études ne soient menées.

Malgré tout, la tendance est encore à l'intensification. Exemple Nordrhein-Westfalen (NRW): en l'espace de 20 ans, le cheptel de vaches "laitières" y a été réduit de plus de moitié mais, en même temps, la quantité de lait trait a augmenté.<sup>2</sup> Autrement dit, ont été supprimés les animaux de pâturage qui vivent essentiellement d'herbe et qui, par conséquent, sont bien moins en condition de concurrence alimentaire avec les humains. Par contre, les conditions

-----  
<sup>1</sup> La production moyenne de lait par animal et par an a été plus que doublée au moyen de la sélection en Allemagne depuis la fin des années 60 avec alors 3.500 litres, et plus de 8.000 litres jusqu'en 2014. En même temps, la politique de la croissance ou de l'abandon a fait reculer le nombre des exploitations et des vaches: en Allemagne, sur 370.000 exploitations en l'an 1984, il n'y a plus aujourd'hui au bas mot que 75.000 exploitations de bétail laitier qui font de la traite. Alors que le nombre total des vaches laitières de 5,2 millions (1995) baissait à 4,3 millions (2014), il a nettement augmenté par exploitation. Et à nouveau, le plan était que dès la fin du quota laitier au 1er avril 2015, les exploitations en croissance devaient continuer à profiter (Jürgens 2016). Mais bien que la plupart d'entre elles obtiennent des subventions, les faibles prix payés pour le lait menacent également leur existence.

<sup>2</sup> Wilstacke, Ludger (2011): Tierhaltung im Spannungsfeld verschiedener Interessen. Landwirtschaftstagung Ev. Akad. Villigst, LWK NRW, FH Südwestfalen, Natur- und Umweltschutz-Akademie, Zentrum für ländliche Entwicklung, 30.11. – 01.12.2011 in Schwerte.

de vie des vaches à haute productivité restantes sont devenues d'autant plus intensives: survenance de maladies ainsi que les inflammations des pis décrites comme des maladies professionnelles sont le prix que paient des vaches sélectionnées, axées unilatéralement sur la haute performance. A cela s'ajoute une utilisation massive d'antibiotiques. Et donc, conséquence inséparable de cette pratique, on observe un écart entre la haute productivité laitière et le potentiel de conformation bouchère, de sorte que les veaux mâles perdent de la valeur et ont tendance à être négligés.<sup>3</sup>

*L'analogie du climat. Ce qui est pris en compte et ce qui ne l'est pas.* Contrairement aux études sur le climat menées dans l'industrie, ce n'est pas une méthode scientifique que de limiter l'évaluation de l'agriculture à la mesure comparative des émissions. Car, en l'occurrence, il ne s'agit certainement pas uniquement des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi du potentiel de fixation du CO2 par la formation du sol.

*Mais pourquoi donc presque toutes les études arrivent à la conclusion que les bovins seraient des destructeurs du climat?* La majeure partie du méthane naît dans les panses des bovins lors de la digestion de l'herbe. Si le but de la recherche se limite à réduire les émissions de méthane par litre de lait ou par kg de viande, la conclusion est inévitablement celle-ci: fini le pâturage, et passons à l'affouragement intensif. Mais sont déterminants les effets climatiques globaux de, respectivement, la détention des bovins et du fourrage. Exactement comme en présence de divers modes d'alimentation chez les humains, il faut comparer en conséquence les bovins détenus moyennant grande consommation d'énergie et de ressources avec ceux qui sont gardés conformément aux principes du développement durable.

*Le cas échéant, a justement gagné la vache qui broute et qui, dans une gestion durable du pâturage, est adaptée depuis la sélection jusqu'à l'offre de fourrage.* Car en premier lieu, la culture intensive de soja, de maïs et de céréales importés grève l'atmosphère par la perte de sols et d'engrais. Les fourrages importés sont une charge pour les pays d'origine et les privent simultanément de nutriments importants. Face aux excédents de nutriments provenant des produits à base animale créés ici, voilà que nous posons des questions aussi absurdes que: "Combien de lisier le sol peut-il absorber?" Au lieu de: "Quelle exploitation faut-il pour que la fertilité des sols et la biodiversité se maintiennent sur la durée?" De plus, en cas de recours aux engrais azotés synthétiques, du gaz hilarant est libéré, qui est au minimum 300 fois plus important pour le climat que le CO2. Et en deuxième lieu, fait également partie du potentiel de décharge de l'atmosphère la réflexion agronomique intégrant l'idée du cycle de vie. Il devient alors rapidement évident que: *le véritable destructeur du climat est toujours l'homme.*

Plus l'industrialisation est intensive, moins sera promu un système dominé par des monocultures. Mais moins il y a d'espèces dans un biotope, plus celui-ci sera instable et sensible

-----  
<sup>3</sup> Busse, Tanja (2015): Die Wegwerfkühe, Blessing.

par exemple à des effets négatifs comme la sécheresse ou des organismes potentiellement nuisibles. La productivité des surfaces baisse également.

Pendant des décennies, les effets d'herbicides, y compris les herbicides totaux sur des insectes dans la culture ont été partiellement compensés par le biotope que constitue la prairie durable. Mais du fait de l'intensification accrue de la fauche (par la coupe simultanée de surfaces d'un seul tenant) et du pâturage, la mort des insectes ne peut plus être freinée de façon comparable.

Par exemple pour l'abeille, car elle fait partie - et c'est bien connu - des espèces indigènes menacées d'extinction. En Allemagne vivent 569 espèces d'abeilles. Une seule d'entre elles est l'abeille produisant du miel. Les 568 autres espèces sont des abeilles sauvages. Celles-ci pollinisent plus de 50 pour cent des plantes cultivées et sauvages, mais 60 d'entre elles sont déjà menacées dans leur existence. - Une menace pour l'alimentation. C'est là une grande chance pour une utilisation durable des prairies.

La protection durable de ressources biologiques et sociales exige de la transparence à tous les niveaux. Une description compréhensible de l'origine - la qualité de la production en fait partie. Dans ce contexte, la publicité est remise en question. En outre, une protection extérieure qualitative (aux frontières), axée sur les standards pour une production indigène est un élément constitutif incontournable d'une (r)évolution agricole démocratique.

#### Bibliographie

Idel, A. and T. Reichert (2013): Livestock production: a climate change and food security hot spot. Livestock production and food security in a context of climate-change and environmental and health challenges. In: Wake up before it is too late. Transforming Agriculture to cope with climate change and assure food security. UNCTAD Trade and Environment Review 2013, Hoffmann, U. (Ed.) Geneva. <http://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=666>.